



L'EDUCATION POPULAIRE

100 ANS DE POLITIQUES PUBLIQUES

ET PERSPECTIVES

**Contribution à la journée d'étude organisée par la
Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports du Tarn**

Jean-François CHOSSON
Professeur émérite
Enseignement Supérieur Agronomique
Peuple et Culture

"L'histoire nous permet de comprendre le présent, mais ce sont les problèmes actuels qui nous motivent..." nous dit le grand historien Marc Bloch, fusillé pour faits de Résistance. Dans cette perspective, la présente note a pour seul objectif de proposer une périodisation pour comprendre la situation actuelle des associations d'Education Populaire et soumettre au débat public des hypothèses sur les routes géographiques du futur.

En référence à Hegel l'identité définie comme la reconnaissance par autrui, doit être pensée en termes de processus historique, de capacités de transformation.

Six périodes peuvent être distinguées :

- 1901 - 1936 - synthèse républicaine et protectionnisme
- 1936 - 1939 - rassemblement populaire et unité nationale
- 1940 - 1944 - politique de la jeunesse et Etat agrarien
- 1945 - 1960 - laïcisme froid et modernisation industrielle
- 1960 - 1975 - co-gestion et Etat entrepreneur.
- A partir de 75 - développement local et mondialisation des échanges

L'Education Populaire est une histoire au sein de la grande histoire. Il s'agit de situer chaque génération de militants en fonction de référentiels d'action transcendant les clivages entre fédérations.

1901-1936 - SYNTHÈSE RÉPUBLICAINE ET PROTECTIONNISME

L'histoire de l'Education Populaire est inséparable des grandes mutations qui ont marqué les avancées de la démocratie en France et en Europe. Pour Kant, les valeurs démocratiques s'appuient sur "la critique de la façon de juger" et une sensibilité partagée. Pour les philosophes anglais, il existe "plusieurs chemins pour aller au ciel" et pour J.J.Rousseau, l'homme est indéfiniment perfectible et agit avec ses semblables dans le cadre du Contrat social.

Les hommes de 1789 résumant ces apports fondamentaux dans une formule mobilisatrice. "Le principe de toute souveraineté réside dans la Nation, nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément". Le citoyen s'affirme par l'arrachement aux appartenances primaires : la corporation, la paroisse, la famille. En 1792, Condorcet, dans son célèbre rapport en résume la condition essentielle : l'instruction à tous les âges de la vie.

En 1848, les français font le difficile apprentissage de la République par l'élection d'une Assemblée au suffrage universel qui, trois mois après, écrase le prolétariat des faubourgs.

Sous le Second Empire, les associations sont interdites mais les républicains n'en continuent pas moins leur action d'éducation citoyenne et lorsque l'autoritarisme se relâche, Jean MACE fonde en 1866 la Ligue de l'enseignement avec pour fière devise "Pour la Patrie, par le livre et par l'épée". Mais en 1871, la sanglante répression de la Commune de Paris étend son ombre glacée sur la bourgeoisie républicaine.

En 1875 la République est proclamée et en 1901, Waldeck-Rousseau fait voter la loi sur le contrat d'association. Des liens privilégiés s'établissent entre les radicaux et la Ligue de l'Enseignement en fonction de la synthèse républicaine basée sur la Nation, la laïcité, la loi universelle, par opposition au particularisme local, à l'autorité transcendante, au droit coutumier. Malgré le ralliement de l'église à la République en 1892, le combat laïc-clérical est à l'origine d'une compétition tantôt sectaire, tantôt stimulante dans les villages et les quartiers, avec une intensité très variable selon les régions. Le réseau laïc est soutenu à tous les niveaux par la hiérarchie de l'Education Nationale. La condamnation de l'Action française par le Vatican en 1926 libère l'ardeur des catholiques sociaux qui fondent la JOC (1) en 1926 et la JAC(2) en 1929. Mais pour la bourgeoisie républicaine le souvenir de 48 et de la Commune demeure cuisant et de fait, par sa politique protectionniste Jules MELINE veut maintenir une population nombreuse à la campagne. En 1905, il écrit "Le retour à la terre". Les livres de lecture des écoliers célèbrent les vertus de la vie au village par opposition aux villes délétères et les amicales laïques organisent leurs assemblées autour des modèles historiques, littéraires, scientifiques, qui sont au fondement de la singularité française porteuse d'un message universel. La bourgeoisie d'affaires investit dans les expéditions coloniales et la Ligue célèbre les avancées de l'humanisme laïc dans les terres lointaines. Les mouvements chrétiens ont une vocation apostolique. La guerre de 14-18 provoque une crise d'identité nationale laquelle, a peine rétablie, affronte la montée des périls fascistes qui mobilisent la jeunesse allemande au cours de cérémonies messianiques, annonciatrices des holocaustes.

1936-1940 - RASSEMBLEMENT POPULAIRE ET UNITE NATIONALE

Les cardinaux et archevêques se prononcent le 3 avril 1935 contre l'appel des forces de gauche à un gouvernement de Front Populaire. Les catholiques de la revue "Esprit" et la "Jeune république" passent outre. Le 3 mai 1936 la coalition de Front Populaire emporte la majorité. Léon Blum et le jeune ministre de l'Education Nationale Jean ZAY s'emploient à modérer la querelle laïque par une politique de rassemblement autour des valeurs fondamentales de la République. Ils sont soutenus par les communistes Thorez et Vaillant-Couturier qui "tendent la main aux catholiques". Léo Lagrange est nommé sous-secrétaire d'Etat aux loisirs et aux sports. Ami de Malraux et du colonel De Gaulle dont il soutient la thèse sur la nécessité de l'arme blindée et la modernisation industrielle il marque sa volonté de s'opposer ardemment aux propagandes des hordes nazies basées sur "le sol, la race et le sang". Dans cette perspective, il entreprend une audacieuse politique d'éducation populaire dans 3 directions :

- ❖ Par la conquête de nouveaux publics : les jeunes ouvriers par les caravanes des auberges de jeunesse, et les agriculteurs par la création d'un centre rural à l'Exposition Universelle de 1936, prototype d'une Maison du peuple des ruraux. Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active sont créés en 1937.
- ❖ Par la valorisation des cultures régionales, par l'appui aux festivals locaux et le lancement du Musée des Arts et Traditions Populaires.
- ❖ Par l'encouragement à la création notamment le cinéma et l'art radiophonique.

(1) - JOC Jeunesse Ouvrière Chrétienne (2) - JAC Jeunesse Agricole Catholique

Engagé volontaire en 1939, Léo Lagrange est tué sur le front de l'Aisne en juin 1940. "Comment oublierait-on ce français droit, ferme et net... moi qui l'ai connu, c'est-à-dire estimé et aimé..." écrit De Gaulle à Madeleine Lagrange.

Malgré sa brièveté "la belle embellie" du Front Populaire, aura une influence très importante sur la génération qui entre dans la vie dans les années 30, en particulier la politique d'éducation populaire basée sur le rassemblement des forces vives de la Nation peut être considérée comme la matrice des politiques publiques d'éducation populaire de la II^e et V^e République.

1940-1944 - POLITIQUE DE LA JEUNESSE ET ETAT AGRARIEN

Pour les Allemands, la France doit demeurer une nation paysanne destinée à nourrir "la race supérieure" d'un grand pays industrialisé. De fait, le gouvernement Pétain instaure une politique agrarienne et patriarcale. "La terre ne ment pas..." interdit aux juifs et aux francs-maçons le droit de s'associer, supprime partis et syndicats. A l'issue du discours du 18 juin, De Gaulle est condamné à mort. Le gouvernement crée un Secrétariat d'état à la Jeunesse sous l'autorité de l'ingénieur Lamirand qui crée les premières écoles pour les mouvements d'éducation populaire, en particulier pour assurer l'encadrement des jeunes chômeurs. La plus importante d'entre elles, celle d'Uriage, organise les premiers stages de parents aubergistes et de responsables de Maisons des jeunes. La plupart des évêques se rallient au régime mais prennent position en faveur du pluralisme "Jeunesse unie oui ! Jeunesse unique non !" . Mais à la fin 42 l'envahissement de la zone sud et l'instauration du Service du travail obligatoire créent une césure définitive. Pour les responsables des mouvements d'éducation populaire entrés en Résistance, c'est l'époque de l'armement intellectuel. Le ligueur Albert Bayet est président de la presse résistante, le président de l'action catholique de Menthon dirige le Conseil d'état clandestin. Dumazedier crée les "équipes volantes" du Vercors avec l'appui des anciens d'Uriage. Les mouvements catholiques avec des jeunes prêtres s'opposent au régime et effectuent une réflexion fondamentale sur les relations entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Période tragique mais aussi, sur le devenir de la Nation qui porteront leurs fruits à la Libération. Le gouvernement d'Alger fait paraître l'ordonnance du 2 octobre 1943 relative à l'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire et, par l'action dynamique d'André Philip lance l'idée de République des jeunes. A la Libération, symboliquement, la direction de la Culture populaire est confiée à l'académicien fils de savetier Jean Guehenno.

1945-1960 - LAICISME FROID ET MODERNISATION INDUSTRIELLE

Le Général de Gaulle préside le gouvernement provisoire de la République où Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste siège en qualité de ministre d'Etat. C'est le grand retour de la laïcité de l'Etat et l'affirmation de la volonté de modernisation industrielle de la Nation. Symboliquement, De Gaulle participe au premier congrès de la Ligue de l'Enseignement le 29 septembre 1945. Le jeune ministre de l'Agriculture, Tanguy Prigent, signe en novembre 1945 la première circulaire d'agrément des Foyers ruraux. En décembre de la même année, le président de la JAC affirme la volonté d'autonomie de son mouvement dans le domaine social. Maurice Thorez lance le mot d'ordre "il faut produire, produire, produire..." aux jeunes de son parti réunis au sein de l'Union de la jeunesse républicaine de France qui compte près d'un million et demi d'adhérents.

L'ardeur des militants s'affirme dans tout le pays mais en 1947 la guerre froide étend sa chape de plomb sur toute l'Europe et en France, crée des cassures irrémédiables dans le peuple de gauche. La Laïcité, ce grand principe organisateur des libertés sera réduit au plus petit dénominateur commun à savoir la lutte contre les subventions aux écoles libres. Le parti communiste s'organise en contre-société avec ses propres écoles de cadres. Les services de la Jeunesse et des sports organisent des stages techniques de grande qualité et des réalisations qui étendent les pierres de bornage de l'éducation populaire, mais toute réflexion philosophique est exclue. Une laïcité forte d'abstentions et de non-dits devient un laïcisme froid.

Durant toute cette période, ce sont les mouvements chrétiens qui créent les conditions d'une grande cohérence doctrinale. La JAC allie une pédagogie novatrice "voir-juger-agir", une éthique de la modernisation contre un protectionnisme frileux "le paysan doit nourrir le monde" et une vision optimiste du devenir humain dans le cosmos inspiré de la philosophie de Teilhard de Chardin. Les dirigeants entretiennent des relations avec les grands commis du commissariat au Plan et des Finances qui par delà les aléas parlementaires conduisent la politique d'industrialisation. La JAC bénéficie des crédits du Commissariat à la Productivité pour la formation économique de ses militants... pendant que la Ligue reste fixée sur l'Education Nationale et les syndicats d'enseignants considérés seuls garants des valeurs inaliénables de la République. De leur côté, les ex-militants de la JOC devenus militants de la CFTC ont entamé la longue marche de la déconfectionnalisation de leur centrale où désormais les partisans de la planification concertée sont majoritaires. Dès 1948 le scoutisme français est reconnu d'utilité publique

La signature du traité de Rome en 1957 et en 58, la crise de régime conduisant à l'avènement de la Vème République allait créer les conditions d'une politique d'éducation populaire radicalement nouvelle.

1958 - 1975 - COGESTION ET ETAT ENTREPRENEUR

1957 : Mutation décisive la France, grâce à une expansion économique homogène et stable est devenue une puissance industrielle suffisamment assurée de sa démarche pour ouvrir ses frontières aux horizons européens par le Traité de Rome.

1958: Le gouvernement de Front républicain dirigé par Guy Mollet est incapable de résoudre le problème algérien et provoque l'arrivée en 1958 au pouvoir du Général de Gaulle au terme d'un coup d'Etat qui a respecté les règles formelles de la démocratie. Les mouvements d'éducation populaire se mobilisent et créent le Groupe d'études et de rencontre des organismes de jeunesse et d'éducation populaire GEROJEP(1). Mais le Premier Ministre Michel Debré, fer de lance de l'Algérie française, fait voter le 31 juillet 1950 une loi programme de promotion sociale incluant la formation économique pour les cadres syndicaux par la promotion collective et ouvre la voie à la loi du 29 décembre 1961 sur les congés cadre jeunesse pour les responsables des associations d'éducation populaire. Cette politique interministérielle est coordonnée par Bernard Roux... et ce dernier ne cèle point ses sympathies agissantes pour les mouvements. L'arrivée au Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports d'un inconnu au sérail Maurice Herzog, renforce les appréhensions des fédérations, révoltées par cette guerre d'Algérie qui n'en finit pas et une majorité parlementaire d'ordre moral. Mais le nouveau haut commissaire et ses collaborateurs Olivier Philip et Robert Bricket démontrent une réelle compétence sur les dossiers et une ouverture au dialogue notamment par la revitalisation du Haut comité à la jeunesse créé par Edgar Faure en 1955, mais tombé dans les limbes.

(1) Groupe d'Etudes et de Rencontres des Organismes de Jeunesse et Education Populaire (GEROJEP)

La Ligue de l'enseignement mobilise ses militants qui recueillent des millions de signatures contre la loi de contractualisation de l'enseignement libre mais ses dirigeants nationaux qui n'avaient pu désavouer ouvertement le gouvernement présidé par un socialiste entre 1956 et 1958 sur le problème algérien s'accrochent à la présidence d'Albert Bayet au Comité National d'Action Laïque. Prestigieux professeur de littérature, il a initié en avril 1956 l'Appel pour le Salut et le renouveau de l'Algérie Française au nom de l'humanisme laïc des lumières et il maintient cette position jusqu'en 1959 soutenu par les fédérations d'Afrique du Nord qui veulent maintenir des liens fraternels entre les communautés. De ce fait, ce sont les intellectuels catholiques tel Mandouze et les mouvements chrétiens qui adopteront une attitude plus radicale allant jusqu'aux mots d'ordre de désobéissance civile.

Lorsque le 26 avril 1961 le Général de Gaulle écrase d'un verbe définitif le "quarteron de généraux" qui avait osé un pronunciamiento contre la République et la politique d'autodétermination du peuple algérien, l'ensemble des mouvements d'éducation populaire s'engage résolument dans la politique de co-gestion. Le parti communiste pratique certes, une opposition ferme mais tous comptes faits, ses dirigeants et les hiérarques soviétiques préfèrent le général qui en mars 1959 a marqué quelques distances avec l'OTAN aux gouvernements repliés sous le parapluie américain. Au Haut-Comité, Pierre Mauroy, président de Léo Lagrange et opposant socialiste notoire, démontre le caractère positif du FONJEP par sa composition paritaire au sommet et l'importance dévolue aux collectivités locales par la rétribution des animateurs permanents.

Dans toutes les allées du pouvoir, les éducateurs populaires pratiquent la co-gestion avec les grands commis du gaullisme modernisateur. Au Commissariat du Plan Jacques Delors de Vie Nouvelle anime la Commission des Affaires Sociales, et Dumazedier Président de Peuple et Culture, celle des équipements culturels pour la préparation du 4^{ème} Plan (1962-1966). Au Ministère de l'Agriculture, Edgar Pisani prépare la loi complémentaire d'orientation agricole décuplant les crédits d'enseignement avec Michel Debatisse, ex-président de la JAC et confie la politique d'animation rurale à Paul Harvois inspecteur Jeunesse et Sports et ex-président fédéral de la Ligue. Au Ministère de la Justice, Edmond Michelet a pour collaborateur direct, Joseph Rovin vice-président de Peuple et Culture qui organise des sessions d'éducation populaire pour les directeurs de prisons et centres d'Education surveillée. Au Ministère de la Santé Publique et de la population Bernard Chenot signe la première circulaire sur les centres sociaux, rédigée par Michel Leroux, Président de l'office social et culturel de Rennes. Le délégué général des Maisons des Jeunes, Lucien Trichard, collabore activement avec le Haut-commissariat à la Jeunesse et au Sport pour créer en deux ans, 530 associations MJC. Le nouveau ministère de la Culture est confié à André Malraux "pour donner du relief au gouvernement (dixit De Gaulle) avec l'appui de Gaëtan Picon et d'André Holleaux qui se réclament du Front Populaire tout en écartant les associations au "nom du dialogue invisible et sacré avec le créateur"!!! Mais le colloque de Bourges (1965) organisé par Augustin Girard, directeur des études, rétablit le contact entre décideurs, chercheurs et militants

L'idée mobilisatrice, basée sur des idéologies fortes d'éducation populaire disparaît sous des terminologies fonctionnalistes issues des strates administratives. Au Commissariat du Plan, il est de bon ton parallèlement au développement économique, d'élaborer une politique dite de développement culturel en fonction de critères explicites. Le Haut Commissariat à la Jeunesse et aux Sports favorise la participation et structure la vie sociale par les vertus de l'animation socioculturelle, laquelle est méprisée par les administrateurs des affaires culturelles qui, eux, gèrent l'action culturelle basée sur le choc électif avec la création. Le Ministre de la Santé gère les Centres sociaux qui suscitent les conditions culturelles du développement social. Le Ministère de la Justice veut créer dans les grands ensembles urbains des centres de prévention.

...et le concept d'éducation permanente monte en puissance dans les milieux économiques par l'action de promotion sociale de René Vattier, compagnon de route de Peuple et Culture, et de Bertrand Schwartz appuyé par le militant d'éducation populaire Jean Schieffknecht.

Apparemment, l'éducation populaire est triomphante, mais balkanisée. Les sciences sociales fonctionnalistes, donc "objectives" permettent d'analyser les besoins de programmer l'action et d'évaluer les résultats. Alors, pourquoi des idéologies ? Pourquoi des finalités ? Le modèle allemand de cogestion des entreprises ne démontre-t-il pas son efficacité ? Pour les dirigeants de la Vème République, la politique de la jeunesse et de l'éducation populaire est le laboratoire de la participation à une société qui, désormais, ignore les grandes illusions et les grands désespoirs, sous la direction d'un Etat entrepreneur dirigeant efficacement l'âge d'or de la croissance.

Mais les alizés du printemps 68 se transforment bientôt en ouragans. La génération du "baby boom" d'après guerre monte à l'assaut des forteresses fédérales avec les maîtres à penser : Althusser et son Appareil idéologique d'Etat, Foucault et la malfaisance de tous les pouvoirs Lévi-Strauss et le relativisme culturel... et Jean-Paul Sartre, toujours présent, épouse la cause du peuple pour ne pas désespérer Billancourt.

L'assaut des nouveaux mouvements sociaux écologistes, régionalistes, très créatif, basé sur l'improvisation et la spontanéité, provoque en retour un gouvernement d'ordre moral qui ébranle durement les Maisons des Jeunes, mais ne peut remettre en cause totalement la politique de cogestion des années 60. Notamment le FONJEP passe le cap et la professionnalisation s'accroît... et la segmentation persiste à partir du vivier de l'éducation populaire : animateurs socio-culturels de la Jeunesse et des Sports, animateurs ruraux de l'Agriculture, ingénieurs culturels issus des universités, agents de développement et à partir de la loi de 71 sur la formation professionnelle apparaissent les formateurs spécialisés ou généralistes dans les entreprises, les administrations, les cabinets spécialisés. Où est passé le Peuple, au sens de Michelet, luttant pour l'accès aux biens culturels les plus élaborés et dans le même temps, créateur de sa propre culture ? "Où sont les forces l'homme persévère dans l'existence" ? Entre la segmentation bureaucratique et les philosophies millénaristes l'institutionnalisation a-t-elle été la mort de la prophétie ?

A partir de 1975 - DEVELOPPEMENT LOCAL ET MONDIALISATION DES ECHANGES

A partir de 1975 la mondialisation des échanges s'accroît et marque la fin de l'Etat entrepreneur économique. L'échec de la politique de relance de 1981 démontre que, désormais, les investissements s'effectuent au niveau supra national. Dans tous les pays de l'OCDE la durée de l'activité productive est divisée par deux provoquant le chômage de masse, le déclin des territoires fragilisés, l'équilibre général des emplois au détriment des jeunes. Sur le plan institutionnel la France est certes toujours un Etat de droit, mais le traité de Maastricht attribue désormais une souveraineté juridique aux décisions communautaires et les lois de décentralisation accordent désormais une véritable autonomie aux collectivités locales dans des domaines précis par exemple la formation professionnelle est dévolue aux autorités régionales élues. Cette recomposition du paysage provoque une mutation radicale des fédérations d'éducation populaire. Notamment "le local" devient un lieu de synthèse pour des financements croisés mais surtout parce que la mondialisation des échanges n'est pas

seulement économique mais également culturelle et environnementale. Le sommet de Rio sur l'environnement, la mobilisation des organisations non gouvernementales lors de la conférence de l'OMC en décembre 99... et les satellites s'accompagnent en retour d'une volonté populaire d'expression des codes, des symboles, des langages de communautés locales retrouvant les vertus de convivialité et, en même temps, créatrices d'un imaginaire en correspondance avec les défis de l'époque. Trois lignes directrices émergent progressivement et constituent les axes des politiques fédérales :

— Tout d'abord les temps sont révolus où les fédérations attendaient benoîtement leur subvention annuelle. Désormais les sources de financement sont diversifiées... et transitoires. Certes, les services de l'Etat contribuent à la constitution d'un "socle de sérénité" pour les instances nationales, mais elles ont désormais un rôle de mise en cohérence de réseaux appuyés sur un savoir-faire technique de connaissance des centres de décision, des textes de lois, des circuits financiers. Dans le même temps, il revient aux acteurs locaux de diversifier leurs interlocuteurs en fonction de projets lisibles et susceptibles d'être évalués... et de plus en plus, d'accéder directement aux programmes d'initiatives communautaires tels les programmes "Leaders". La conscience d'une citoyenneté à racines multiple du local à l'Europe, en passant par les régions et la Nation, n'est pas un don du ciel, de l'Ecole ou du service militaire, mais la résultante d'une réflexion collective sur des centres de décision qui n'ont pas toujours trouvé leur équilibre dans la répartition des compétences.

— Sur le plan social : 17% des 65 000 associations qui se créent annuellement se réclament de l'éducation populaire. Il en est qui restent isolées mais d'autres se rattachent à des réseaux facilitant leur structuration par des appuis financiers et techniques notamment en matière de gestion des personnels. Désormais, les associations d'éducation populaire sont des entreprises d'économie solidaire regroupant énergies bénévoles, permanents et travailleurs précaires. En cela, elle s'inscrivent dans un mouvement général d'extension de la précarité. Globalement l'économie française produit deux fois plus d'emplois précaires que d'emplois à temps plein. Entre le professionnel reconnu et le chômeur, il existe désormais tout un halo allant du C.E.S. au C.D.D. en passant par le stagiaire, l'intérim, le contrat aidé et l'emploi-jeune... L'association d'éducation populaire constitue un excellent terrain pour donner confiance aux "précaires" où ils peuvent démontrer leur capacité professionnelle, acquérir une identité culturelle, reconstruire un système de relations efficaces... et accepter l'échec sans traumatisme excessif. Cela demande de sérieuses compétences aux responsables bénévoles mais c'est aussi une aventure toujours renouvelée...

— Enfin et surtout, une nouvelle conception de la culture surgit des institutions reconnues : maisons des jeunes et foyers ruraux, mais aussi de nouveaux lieux tels que boutiques d'écritures, les maisons des jeux, les cafés de philosophie, voire des immeubles squattés, des friches industrielles, des zones rurales désertifiées. Les créateurs travaillent en pleine pâte sociale et en synergie avec les populations... font surgir un imaginaire citoyen s'appuyant sur la mémoire collective et dans le même temps, suscitant des formes porteuses de nouveaux horizons par leur désir de relation à des courants universels. Festivals de cinéma, de jazz, de théâtre, dans les villages. Danse, exposition plastique, vidéo dans les quartiers. Que sont devenues les barrières bureaucratiques entre culture, socio-culture, prévention, insertion... Et dans le même temps, le débat idéologique reprend toute sa force. La Ligue de l'enseignement depuis 1975, renouvelle le concept de laïcité par la concertation avec les Eglises, les forces économiques, les créateurs et les cercles Condorcet et prolongent la réflexion sur l'ensemble du territoire. Les mouvements de jeunes chrétiens acquis à la mixité et à l'autonomie dans l'action sociale témoignent par leurs réflexions sur leur relation au sacré. La réflexion marxiste est paradoxalement revivifiée par l'écroulement du mur de Berlin marquant la fin des dogmatismes et des mots d'ordres... et c'est aussi la prise de conscience

salutaire parmi les jeunes du refus d'un "new-âge" importé des USA privilégiant l'équilibre individuel dans l'ignorance des combats solidaires et des communautés bâties sur des espérances partagées.

A l'heure actuelle, les fédérations affrontent ces défis économiques, sociaux, et culturels qui seront ceux de demain si, par delà la pluralité des centres de décision et des strates administratives, l'Education Populaire reste fidèle à son axe fondateur : "partir de la vie pour retourner à la vie ; la culture, il faut la vivre ensemble pour la créer..."

PERSPECTIVES POUR L'ACTION ET LA RECHERCHE

La situation actuelle du mouvement social d'éducation populaire n'est pas facile à analyser, mais peut-être est-il possible d'apporter, au terme de cet essai, un début de clarification en caractérisant la coexistence, tantôt pacifique, tantôt conflictuelle de trois modèles qui constituent autant de clivages entre fédérations, voire au sein même des fédérations.

— Le modèle républicain basé sur les structures fédérales démocratiques et, en même temps, fortement organisées pour faciliter l'intégration de militants en fonction d'un idéal nettement caractérisés : la Nation, la laïcité, le sacré, la loi en fonction des principes universels des Droits de l'Homme. Les assemblées générales locales et nationales sont organisées autour de ces thèmes majeurs qui, loin d'être figés, font l'objet d'une réflexion permanente. L'ouverture à l'Europe est réelle mais le National, recommande un mode d'emploi transitant par les instances. Ce courant connaît à l'heure actuelle un renouveau de vitalité intellectuelle. Pour offrir une résistance efficace aux produits culturels mondialisés, il convient de lutter pour permettre "au plus grand nombre d'accéder aux oeuvres capitales de l'humanité"- (Malraux). C'est la tendance dite de démocratisation culturelle.

— Le modèle de la cogestion a pour base le contrat entre l'Etat-Nation, les Collectivités Locales et les fédérations dans le cadre de l'Europe sociale de marché. Le FONJEP est l'institution emblématique qui inspire les groupe locaux et régionaux. Ses militants participent activement aux coordinations régionales et nationales pour constituer un groupe de pression efficace au sein des organisations d'économie sociale afin d'offrir un pôle de résistance au capitalisme international et participer aux programmes européens. Sur la plan culturel, ils accordent autant d'importance à l'expression des groupes sociaux qu'à la participation aux oeuvres de haute culture.

— Le modèle du développement local s'organise à partir de collectifs qui, dans un premier temps, se sont organisés en réseaux , puis se sont ensuite rattachés à une fédération sur un objectif déterminé en fonction d'une durée limitée... et la situation s'est pérennisée dans la mesure où le National n'impose point de règles rigides mais leur laisse une large autonomie pour conclure des conventions territoriales et accéder directement aux crédits européens. Pour ces groupes, la culture est, avant tout, l'expression collective des groupes sociaux qui peut éventuellement s'enrichir par un apprentissage avec les créateurs confirmés.

Bien entendu les modèles n'existent jamais à l'état pur, il s'agit simplement de dominantes. En fonction de cette hypothèse, il serait intéressant de réviser l'histoire. L'épisode Front Populaire serait le modèle républicain assorti d'un romantisme lyrique qui en explique l'influence durable y compris durant l'intermède vichyssois.... Il coexiste actuellement avec les deux autres modèles souvent à l'intérieur même des fédérations. Mais comme assurant Héraclite en son temps, "tout se fait, tout se défait par le conflit, l'harmonie suprême est la coïncidence des contraires ...".

BIBLIOGRAPHIE

Cette communication s'inspire, pour la meilleure part, des numéros spéciaux de la revue « Les Cahiers de l'animation », INEP de Marly-le-Roi, rue Blumenthal, 78160 Marly-le-Roi. Ces publications rassemblent les actes des journées d'études réunissant historiens et acteurs sous la direction de Geneviève Poujol à qui il convient de rendre un respectueux hommage pour sa compétence et son obstination.

En particulier :

- « Education populaire : 1920/1940 » (2^e trimestre 81)
- « Education populaire dans la France de Vichy 1940/1944 » (avril 85)
- « L'Espérance contrariée 1944/1947 » (décembre 86)
- « L'Education populaire au tournant des années 60 » (mai 93)
- « Action culturelle, action socio-culturelle » (4^e trimestre 80)

Ainsi que :

- « Le FONJEP, une co-gestion aux multiples visages » (direction Françoise Tétard, Gérard Muller, Jean Pachot, 1995)
 - « L'Education populaire ou la culture en actions » (direction Franck Lepage, 1997)
- auxquels il est possible d'ajouter :
- Jean-François Chosson,
« Les générations du développement rural », Ed. EJA LGDJ, Paris 1994
« Peuple et Culture 1945-1995 », Ed. Peuple et Culture

BIBLIOGRAPHIE

Cette communication s'inspire, pour la meilleure part, des numéros spéciaux de la revue « Les Cahiers de l'animation », INEP de Marly-le-Roi, rue Blumenthal, 78160 Marly-le-Roi. Ces publications rassemblent les actes des journées d'études réunissant historiens et acteurs sous la direction de Geneviève Poujol à qui il convient de rendre un respectueux hommage pour sa compétence et son obstination.

En particulier :

- « Education populaire : 1920/1940 » (2^e trimestre 81)
- « Education populaire dans la France de Vichy 1940/1944 » (avril 85)
- « L'Espérance contrariée 1944/1947 » (décembre 86)
- « L'Education populaire au tournant des années 60 » (mai 93)
- « Action culturelle, action socio-culturelle » (4^e trimestre 80)

Ainsi que :

- « Le FONJEP, une co-gestion aux multiples visages » (direction Françoise Tétard, Gérard Muller, Jean Pachot, 1995)
 - « L'Education populaire ou la culture en actions » (direction Franck Lepage, 1997)
- auxquels il est possible d'ajouter :
- Jean-François Chosson,
« Les générations du développement rural », Ed. EJA LGDJ, Paris 1994
« Peuple et Culture 1945-1995 », Ed. Peuple et Culture